CAPD du 12 mars 2019

Déclaration liminaire du SNUipp-FSU du Haut-Rhin

Cette CAPD se penchera pour la première année sur les promotions PPCR, c'est-à-dire les avancements accélères au 6ème et 8ème échelon suite aux rendez-vous de carrière. Le SNUipp-FSU réaffirme son attachement à une carrière unique à l'ancienneté, la plus favorable et à une déconnexion totale entre l'évaluation et l'avancement.

Si PPCR a réduit l'avancement différencié uniquement au 6ème et 8ème échelon, nous contestons aujourd'hui la procédure qui conduit à choisir les 30 % d'heureux élus. Nous contestons le système d'appréciations contingentées qui génère beaucoup d'amertume, de découragement et de colère chez les collègues. Une appréciation « satisfaisant » est reçue comme une véritable sanction. C'est la première fois qu'une promotion est décidée pratiquement uniquement à partir du mérite avec peu de prise en compte de l'ancienneté. Cela expose particulièrement chaque promouvable à la subjectivité, à l'arbitraire.

Le projet de loi « transformation de la Fonction publique » n'est ni plus ni moins qu'un projet de destruction du statut d'une brutalité inouïe puisque ce sont les équilibres du statut de 1946, réaffirmés par les lois de 1982 et 1984, qui sont piétinés, et avec eux la conception d'un fonctionnaire citoyen au service de l'intérêt général opposée à celle d'un fonctionnaire « aux ordres ». C'est tout le modèle social français et la garantie de neutralité des agents publics qui sont dans le viseur. C'est aussi le renoncement à faire évoluer la Fonction publique pour garantir plus et mieux de services publics aux usages sur tout le territoire.

Pilotage par les évaluations, école du socle, statut des directrices et directeurs, rémunération au mérite, l'école que nous dessine le ministre Jean-Michel Blanquer est une école empreinte de l'idéologie libérale, une école plus inégalitaire, une école de la sélection. Face à lui, le SNUipp-FSU continuera à défendre les personnels, leurs conditions de travail, la reconnaissance de leur professionnalité et à porter son projet pour une école émancipatrice.

Voici pourquoi nous appelons à la grève le 19 mars prochain.